

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif d'appliquer un coefficient d'imputation afin de permettre au Comité de gestion de l'Office flamand l'Emploi et de la Formation professionnelle d'assurer le fonctionnement efficace de l'Office;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Les tarifs pour les employeurs sont fixés :

— en appliquant aux salaires horaires bruts des intérimaires un coefficient qui peut être adapté, notamment en fonction des éléments dont il est composé;

— en imputant les avantages éventuels convenus avec l'employeur;

— en imputant les charges et cotisations supplémentaires imposées par loi, par arrêté royal ou convention collective de travail.

Art. 2. Le coefficient visé à l'article 1er à imputer au minimum par l'Office est fixé par le Comité de gestion de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle sur base du coût réel. Ce coefficient peut être augmenté par l'Office en tenant compte de la complexité et les frais supplémentaires de la mission.

Art. 3. Lorsqu'il s'agit de contrats conclus dans le cadre du Titre VI de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail pour l'embauchage d'étudiants, avec exemption des cotisations à la sécurité sociale, conformément à l'article 17bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'Office peut déroger au tarif, tel que fixé au premier alinéa. Le Comité de gestion fixe annuellement le coefficient sur base du coût réel.

Art. 4. Les arrêtés suivants sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 3 mai 1989 portant exécution de l'article 135 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, concernant les modalités d'exécution du travail intérimaire.

2° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 26 juin 1991 créant un coefficient d'imputation pour les conventions relatives à l'embauchage d'étudiants dans le cadre du travail intérimaire.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er octobre 1992.

Art. 6. Le Ministre flamand chargé de la politique en matière de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamande de l'Emploi et des Affaires sociales,

Mme L. DETIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 664

[S-C — 29052]

27 DECEMBRE 1993

Décret portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions relatives à la Culture et à la Santé

Article 1er. Au point 5, deuxième colonne, intitulée « Nature des recettes affectées », de l'annexe 1 du décret du 21 décembre 1992 créant les Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, la phrase suivante est ajoutée : « Perception des interventions communales consécutives aux conventions conclues avec la Communauté française pour la création de bibliothèques publiques dans les centres de lecture publique ».

Art. 2. L'article 1er, alinéa 3, du décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), modifié par le décret du 15 mai 1992, est remplacé par la disposition suivante : « le taux de cette retenue est fixé à 7,5 p.c. à partir du 1er janvier 1994 ».

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — N°s 133 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendement.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séances des 14 et 15 décembre 1993. — Adoption : séance du 15 décembre 1993.

Art. 3. Dans le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), est inséré un article 20^{ter} rédigé comme suit :

« Article 20^{ter}. Le Gouvernement de la Communauté française peut garantir, à concurrence de 467,9 millions de francs, les emprunts contractés par l'Institut pour le maintien de l'équilibre financier du Fonds de pensions à la suite de la mise en œuvre du décret du 30 septembre 1993 portant certaines mesures en matière de pensions à la RTBF ».

Art. 4. L'article 6 du décret du 17 juillet 1987 sur l'Audiovisuel est modifié comme suit :

— L'alinéa 1^{er} est complété par la phrase : « Elles peuvent également bénéficier de subventions couvrant le remboursement des charges d'emprunts contractés en 1994 par elles pour l'équipement et l'aménagement de studios de télévision. »

Art. 5. En dérogation au décret du 29 avril 1985 instituant un Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française, les subventions octroyées aux hôpitaux universitaires en vertu de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux et du décret précité seront directement imputées sur les allocations de base inscrites à cet effet dans le programme concerné du budget général des dépenses.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'Enseignement

Art. 6. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, est fixé pour l'année scolaire 1993-1994 au montant accordé pour l'année scolaire 1992-1993, tel qu'il a été établi sur base de l'article 11 du décret programme du 21 décembre 1992, augmenté de 3 p.c. Toutefois, cette augmentation est portée à 3,5 p.c. pour l'enseignement préscolaire et primaire ordinaire et spécial et à 1 p.c. pour l'enseignement supérieur.

Par dérogation à l'article 52c et d, c'est-à-dire, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des Centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1993-1994 au montant accordé pour l'année scolaire 1992-1993, tel qu'il a été établi sur base de l'article 11 du décret du 21 décembre 1992 augmenté de 3 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française autres qu'universitaires sont augmentés de 3 p.c. Toutefois, cette augmentation est portée à 3,5 p.c. pour l'enseignement préscolaire et primaire, ordinaire et spécial, et à 1 p.c. pour l'enseignement supérieur.

Art. 7. A partir du 1^{er} janvier 1994, le Gouvernement arrête pour l'année 1994 les modalités de contrôle des absences pour cause de maladie du personnel soumis avant cette date au contrôle du Service de santé administratif.

Art. 8. § 1^{er}. Après concertation avec les pouvoirs organisateurs, le Gouvernement arrête la liste des renseignements statistiques que les pouvoirs organisateurs et les chefs d'établissements d'enseignement et des centres PMS organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française sont tenus de fournir.

Après la même concertation, il fixe les modalités, notamment de forme et de délai, selon lesquelles ces renseignements sont fournis.

§ 2. Ces renseignements portent sur :

- la structure des écoles;
- le nombre d'élèves et/ou d'inscriptions;
- le nombre de redoublants;
- le nombre d'élèves nouvellement inscrits dans l'école;
- le nombre d'élèves scolarisés à l'étranger l'année antérieure;
- le nombre de titres délivrés : diplômes, brevets, certificats, éventuellement avec le grade obtenu.

Les renseignements concernant les élèves et les titres sont établis par école, par implantation, par niveau, par type, par forme, par orientation, par filière, par section, par option, par année d'études et, s'il y a lieu, par classe et par cours.

Ils sont ventilés par sexe, par nationalité, par commune de résidence et par âge, avec, s'il échet, une distinction entre internes et externes ainsi qu'entre mineurs ayant fait l'objet de mesures prises en vertu de la loi sur la protection de la jeunesse ou des décrets en la matière et les mineurs n'ayant pas fait l'objet de pareilles mesures.

§ 3. Les données recueillies sont traitées par les agents du Service des statistiques et des directions générales d'enseignement concernées, qui les regroupent en vue du calcul de l'encadrement et du financement ainsi que de l'élaboration de données statistiques destinées :

- à la publication d'informations sur l'état de l'enseignement en Communauté française;
- à la documentation des services nationaux, étrangers et internationaux officiellement reconnus;
- et à celle des chercheurs qualifiés ou autres personnes et organismes privés agréés par le ministre compétent et dont les objectifs auront été approuvés par la direction du Service des statistiques.

§ 4. Toutes les données sont absolument anonymes et aucune donnée par école n'est communiquée en dehors des services du ministère et des ministres responsables de l'éducation et de l'enseignement.

Les ministres, à la demande des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs leur fournissent ces données pour les écoles qu'elles fédèrent

§ 5. Dans le délai imparti, toutes les données sollicitées seront fournies avec exactitude selon les formes prescrites. A défaut de quoi, le versement des dotations ou subventions de fonctionnement, ou l'examen de la reconnaissance de l'école non subventionnée, pourra être suspendu par décision motivée du Gouvernement,

Art. 9. A l'article 14, premier tiret, du décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget, les mots « de 4,07 p.c. » sont remplacés par les mots « de 5,373 p.c. »

Art. 10. Pour l'année budgétaire 1994 et pour l'application de l'article 30, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le nombre d'étudiants pris en compte, en application de l'article 27 de la même loi, pour le calcul de l'allocation de fonctionnement, est égal à celui arrêté pour la fixation de l'allocation de fonctionnement de l'année budgétaire 1992.

Art. 11. Le coût forfaitaire par étudiant dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est fixé pour 1994, au coût forfaitaire de 1993 augmenté de :

- 4,56 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative au personnel enseignant et scientifique ainsi qu'au personnel administratif et technique;
- 1,0 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative aux autres frais de fonctionnement.

Art. 12. L'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 6 juillet 1964, 2 août 1974, 21 juin 1985 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Les chargés de cours à temps plein et les chargés de cours associés à temps plein jouissent :

— à partir du 1^{er} janvier 1990, d'un traitement initial de 1 248 420 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 338 919 francs, 1 429 418 francs, 1 519 917 francs, 1 610 416 francs, 1 700 915 francs, 1 791 414 francs, 1 881 913 francs et 1 972 412 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1990, d'un traitement initial de 1 273 388 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 365 697 francs, 1 458 006 francs, 1 550 315 francs, 1 642 624 francs, 1 734 933 francs, 1 827 242 francs, 1 919 551 francs et 2 011 860 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1991, d'un traitement initial de 1 286 122 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 379 354 francs, 1 472 586 francs, 1 565 818 francs, 1 659 050 francs, 1 752 282 francs, 1 845 514 francs, 1 938 746 francs et 2 031 978 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1992, d'un traitement initial de 1 324 706 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 420 735 francs, 1 516 764 francs, 1 612 793 francs, 1 708 822 francs, 1 804 851 francs, 1 900 880 francs, 1 996 909 francs et 2 092 938 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1993, d'un traitement initial de 1 351 200 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 449 150 francs, 1 547 100 francs, 1 645 050 francs, 1 743 000 francs, 1 840 950 francs, 1 938 900 francs, 2 036 850 francs et 2 134 800 francs ».

Art. 13. L'article 37 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 2 août 1974, 21 juin 1985 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 37. Les chargés de cours à temps partiel jouissent :

— à partir du 1^{er} janvier 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 156 052 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 78 026 francs et plus de 1 248 416 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 159 173 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 79 587 francs et plus de 1 273 384 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1991, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 160 765 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 80 383 francs et plus de 1 286 120 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1992, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 165 588 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 82 794 francs et plus de 1 324 704 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1993, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 168 900 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 84 450 francs et plus de 1 351 200 francs.

Les fractions inférieures à un quart d'heure hebdomadaire sont négligées. »

Art. 14. L'article 38 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 6 juillet 1964, 2 août 1974, 21 juin 1985 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38. Les professeurs à temps plein et les professeurs associés à temps plein jouissent :

— à partir du 1^{er} janvier 1990, d'un traitement initial de 1 465 073 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 595 336 francs, 1 725 599 francs, 1 855 862 francs, 1 986 125 francs, 2 116 388 francs et 2 246 651 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1990, d'un traitement initial de 1 494 374 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 627 242 francs, 1 760 110 francs, 1 892 978 francs, 2 025 846 francs, 2 158 714 francs et 2 291 582 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1991, d'un traitement initial de 1 509 318 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 643 515 francs, 1 777 712 francs, 1 911 909 francs, 2 046 106 francs, 2 180 303 francs et 2 314 500 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1992, d'un traitement initial de 1 554 598 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 692 821 francs, 1 831 044 francs, 1 969 267 francs, 2 107 490 francs, 2 245 713 francs et 2 383 936 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1993, d'un traitement initial de 1 585 690 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 726 677 francs, 1 867 664 francs, 2 008 651 francs, 2 149 638 francs, 2 290 625 francs et 2 431 612 francs. »

Art. 15. L'article 39 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 2 août 1974, 21 juin 1985 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39. Les professeurs à temps partiel jouissent :

— à partir du 1^{er} janvier 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 170 680 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 365 440 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 174 094 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 392 752 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1991, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 175 835 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 406 680 francs;

— à partir du 1^{er} novembre 1992, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 181 110 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 448 880 francs;

— à partir du 1er novembre 1993, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 184 732 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 477 856 francs. »

Art. 16. L'article 39bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, introduit par la loi du 14 décembre 1960 et modifié par les lois des 2 août 1974 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39bis. Les professeurs ordinaires jouissent :

- à partir du 1er janvier 1990, d'un traitement initial de 1 643 328 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 818 840 francs, 1 994 352 francs, 2 169 864 francs, 2 345 376 francs et 2 520 888 francs;
- à partir du 1er novembre 1990, d'un traitement initial de 1 676 195 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 855 217 francs, 2 034 239 francs, 2 213 261 francs, 2 392 283 francs et 2 571 305 francs;
- à partir du 1er novembre 1991, d'un traitement initial de 1 692 957 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 873 769 francs, 2 054 581 francs, 2 235 393 francs, 2 416 205 francs et 2 597 017 francs;
- à partir du 1er novembre 1992, d'un traitement initial de 1 743 746 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 929 982 francs, 2 116 218 francs, 2 302 454 francs, 2 488 690 francs et 2 674 926 francs;
- à partir du 1er novembre 1993, d'un traitement initial de 1 778 621 francs, qui est porté successivement de trois en trois ans à 1 968 582 francs, 2 158 543 francs, 2 348 504 francs, 2 538 465 francs et 2 728 426 francs. »

Art. 17. L'article 39ter de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, introduit par la loi du 14 décembre 1960 et modifié par les lois des 2 août 1974 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39ter. Les professeurs extraordinaires jouissent :

- à partir du 1er janvier 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 185 580 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 484 640 francs;
- à partir du 1er novembre 1990, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 189 292 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 514 336 francs;
- à partir du 1er novembre 1991, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 191 185 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 529 480 francs;
- à partir du 1er novembre 1992, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 196 921 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 575 368 francs;
- à partir du 1er novembre 1993, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 200 859 francs par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 1 606 872 francs.

Les fractions inférieures à un quart d'heure hebdomadaire annuelle sont négligées. »

Art. 18. L'article 46 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 2 août 1974 et 4 janvier 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 46. Les allocations annuelles suivantes sont attribuées :

— à partir du 1er janvier 1990 :

1° au recteur	493 618 francs
2° au vice-recteur	361 987 francs
3° au secrétaire du conseil académique	82 269 francs

— à partir du 1er novembre 1990 :

1° au recteur	503 490 francs
2° au vice-recteur	369 227 francs
3° au secrétaire du conseil académique	83 914 francs

— à partir du 1er novembre 1991 :

1° au recteur	508 525 francs
2° au vice-recteur	372 919 francs
3° au secrétaire du conseil académique	84 753 francs

— à partir du 1er novembre 1992 :

1° au recteur	523 781 francs
2° au vice-recteur	384 107 francs
3° au secrétaire du conseil académique	87 296 francs

— à partir du 1er novembre 1993 :

1° au recteur	534 257 francs
2° au vice-recteur	391 789 francs
3° au secrétaire du conseil académique	89 042 francs

L'article 44 est applicable à ces allocations. »

Art. 19. Le troisième alinéa de l'article 16 de la loi du 28 avril 1953 modifiée par les lois du 9 avril 1965 et du 24 mars 1971 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est modifié comme suit : « Le vice-recteur remplace le recteur en cas d'empêchement de celui-ci. Il peut en outre se voir attribuer, par le conseil d'administration, sur la proposition du recteur, certaines tâches relevant de la compétence de celui-ci. »

Art. 20. Le cinquième alinéa de l'article 51bis de la même loi, inséré par la loi du 24 mars 1971 et modifié par la loi du 1er août 1988, est modifié comme suit : « L'administrateur est élu par le conseil d'administration : son élection est ratifiée par le Gouvernement. L'administrateur est nommé par un mandat de quatre ans. Toutefois, le mandat de l'administrateur en fonction au 1er octobre 1993 est prolongé jusqu'au 30 septembre 1997. Lorsque l'administrateur est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, un successeur est nommé suivant la même procédure pour achever le mandat. »

Art. 21. L'annexe I du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires doit être complétée comme suit :

Ministère de l'Enseignement, de la Recherche et de la Formation.

9. Dénomination du fonds

Fonds destiné au paiement de la rémunération des agents du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires (B)-

Nature des recettes affectées

Ressources versées par le Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires.

Objet des dépenses autorisées

Paiement de la rémunération des agents du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires.

Art. 22. Le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires doit être modifié comme suit :

Annexe I — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Au point 5, l'indice C est remplacé par l'indice B.

CHAPITRE III. — Dispositions générales

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1994 à l'exception de l'article 9 qui prend effet au 2 décembre 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 décembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

[S-C — 29052]

N. 94 — 664

27 DECEMBER 1993

Decreet houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen inzake cultuur en gezondheid

Artikel 1. In punt 5, tweede kolom, met als opschrift « Aard van de bestemde ontvangsten », van bijlage 1 van het decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt de volgende zin toegevoegd : « Inning van de gemeentelijke tegemoetkomingen voortvloeiend uit de overeenkomsten die met de Franse Gemeenschap werden gesloten voor de oprichting van openbare bibliotheken in de centra voor openbare lektuurvoorziening. ».

Art. 2. Artikel 1, lid 3, van het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », gewijzigd bij het decreet van 18 mei 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het cijfer van deze inhouding wordt vanaf 1 januari 1994 op 7,5 pct. vastgesteld ».

Art. 3. In het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », wordt een artikel 20ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 20ter. De Regering van de Franse Gemeenschap kan, tot beloop van 487,9 miljoen frank, de leningen waarborgen die door het Instituut werden aangegaan voor de vrijwaring van het financieel evenwicht van het Fonds voor pensioenen ten gevolge van de toepassing van het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) ».

Art. 4. Artikel 6 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector wordt gewijzigd als volgt :

— Lid 1 wordt aangevuld met de zin : « Zij kunnen eveneens toelagen krijgen tot dekking van de terugbetaling van de lasten van de leningen die zij in 1994 hebben aangegaan voor de uitrusting en de inrichting van televisiestudio's. ».

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad — Nrs. 133 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendement.

Integrale verslagen. — Bespreking : vergaderingen van 14 en 15 december 1993. — Aanneming : vergadering van 15 december 1993.

Art. 5. In afwijking van het decreet van 29 april 1985 tot instelling van een Fonds voor de ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap, worden de toelagen die aan de universitaire ziekenhuizen worden toegekend krachtens de wet van 23 december 1983 op de ziekenhuizen en het voormelde decreet, rechtstreeks aangerekend op de basisallocaties die daartoe uitgetrokken zijn op het overeenkomstige programma van de algemene uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen inzake onderwijs

Art. 6. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 september 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het bedrag van de werkingstoelagen per regelmatig leerling, buiten het universitair onderwijs, voor het schooljaar 1993-1994 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1992-1993, vastgesteld op grond van artikel 11 van het programmadecreet van 21 december 1992 en verhoogd met 3 %.

Die verhoging belooft 3,5 % voor het gewoon en buitengewoon basisonderwijs en 1 % voor het hoger onderwijs.

In afwijking van artikel 52, c en d, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1993-1994 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1992-1993, vastgesteld op grond van artikel 11 van voormeld programmadecreet en verhoogd met 3 %.

De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, buiten de universiteit, worden met 3 % verhoogd. Die verhoging belooft 3,5 % voor het gewoon en buitengewoon basisonderwijs en 1 % voor het hoger onderwijs.

Art. 7. Vanaf 1 januari 1994 stelt de Regering voor het jaar 1994 de wijze vast waarop de afwezigheden wegens ziekte van het personeel dat voor die datum aan het toezicht van de Administratieve Gezondheidsdienst onderworpen was, moeten worden gecontroleerd.

Art. 8. § 1. Na overleg met de inrichtende machten stelt de Regering de lijst van de statistische inlichtingen vast die de inrichtende machten en de hoofden van de en door de Franse Gemeenschap ingerichte, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichtingen en PMS-centra verplicht zijn te verstrekken.

Na hetzelfde overleg stelt ze de voorwaarden, inz. de vorm en de termijn, vast volgens welke deze inlichtingen worden verstrekt.

§ 2. Deze inlichtingen hebben betrekking op :

- de structuur van de scholen;
- het aantal leerlingen en/of inschrijvingen;
- het aantal leerlingen die blijven zitten;
- het aantal nieuwe leerlingen die in de school ingeschreven werden;
- het aantal leerlingen die het jaar voordien in het buitenland naar school gingen;
- het aantal uitgereikte bewijsstukken : diploma's, brevetten, getuigschriften, eventueel met de behaalde graad.

De inlichtingen betreffende de leerlingen en de bewijsstukken worden door de school opgemaakt per school, vestiging, niveau, type, vorm, oriëntering, vakkenpakket, afdeling, optie, studiejaar en desnoods per klas en per cursus.

Ze worden per geslacht, nationaliteit, woonplaats en leeftijd verdeeld, eventueel met een onderscheid tussen de interne en externe leerlingen, alsmede tussen minderjarigen die het voorwerp zijn van maatregelen getroffen krachtens de wet op de jeugdbescherming of decreten terzake en de minderjarigen die het voorwerp niet geweest zijn van dergelijke maatregelen.

§ 3. De ingewonnen inlichtingen worden behandeld door de personeelsleden van de Dienst voor statistieken en van de betrokken algemene directies, die ze groeperen met het oog op de berekening van de statistische gegevens die bestemd zijn :

- om inlichtingen over de stand van het onderwijs in de Franse Gemeenschap bekend te maken;
- om de officieel erkende nationale, buitenlandse en internationale diensten documentatie te bezorgen;
- en om de bevoegdverklarde vorsers of andere door de bevoegde minister erkende privé-personen en -instellingen, waarvan de doeleinden door de leiding van de Dienst voor Statistieken zullen goedgekeurd zijn, documentatie te bezorgen.

§ 4. Alle gegevens zijn naamloos en geen enkel gegeven per school wordt meegedeeld buiten de diensten van het Ministerie en de Ministers die verantwoordelijk zijn voor opvoeding en onderwijs.

Op verzoek van de representatieve verenigingen van de inrichtende machten verstrekken de Ministers hun deze gegevens voor de scholen die tot hun verenigingen behoren.

§ 5. Binnen de opgelegde termijn worden alle gevraagde inlichtingen nauwkeurig naar de voorgeschreven vormen verstrekt. Bij ontstentenis hiervan kan de storting van de dotaties of werkingstoelagen of het onderzoek van de erkenning van de niet-gesubsidieerde school worden opgeschort door een met redenen omklede beslissing van de Regering.

Art. 9. In artikel 14, eerste streepje, van het decreet dd. 21 december houdende verschillende maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting worden de woorden « van 4,07 t.h. » door « van 5,373 t.h. » vervangen.

Art. 10. Voor het begrotingsjaar 1994 en voor de toepassing van artikel 30, § 1, 1e lid van de wet van 29.7.1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen is het aantal studenten dat ingevolge artikel 27 van die wet in aanmerking komt voor de berekening van de werkingstoelage, gelijk aan dat, bepaald voor de vaststelling van de werkingstoelage voor het begrotingsjaar 1992.

Art. 11. De forfaitaire kostprijs per student in de studierichtingen vermeld in de wet van 1971 voormeld, wordt voor 1994 vastgesteld op de forfaitaire kostprijs voor 1993, verhoogd met :

- 4,56 % voor het gedeelte van de forfaitaire kostprijs betreffende het onderwijzend, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel;
- 1,0 % voor het gedeelte betreffende de andere werkingskosten.

Art. 12. Artikel 36 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 36. De voltijdse docenten en de voltijdse geassocieerde docenten genieten :

vanaf 1 januari 1993 :

een aanvangswedde van 1 248 420 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 338 319 F, 1 429 418 F, 1 514 918 F, 1 610 416 F, 1 700 915 F, 1 791 494 F, 1 881 913 F en 1 972 412 F.

vanaf 1 november 1990 een aanvangswedde van 1 273 388 F, achtereenvolgens om de 3 jaar opgevoerd tot 1 365 697 F, 1 458 006 F, 1 550 315 F, 1 642 624 F, 1 734 933 F, 1 827 242 F, 1 919 591 F en 2 011 560 F.

vanaf 1 november 1991 een aanvangswedde van 1 286 122 F, achtereenvolgens om de 3 jaar opgevoerd tot 1 379 354 F, 1 472 586 F, 1 565 818 F, 1 659 050 F, 1 752 287 F, 1 845 514 F, 1 938 746 F en 2 031 978 F.

vanaf 1 november 1992 een aanvangswedde van 1 324 706 F, achtereenvolgens om de 3 jaar opgevoerd tot 1 420 735 F, 1 516 764 F, 1 612 793 F, 1 708 822 F, 1 804 853 F, 1 900 880 F, 1 996 989 F en 2 092 938 F.

vanaf 1 november 1993 een aanvangswedde van 1 351 200 F, achtereenvolgens om de 3 jaar opgevoerd tot 1 449 150 F, 1 547 100 F, 1 695 030 F, 1 743 000 F, 1 840 950 F, 1 938 900 F, 2 036 850 F en 2 134 800 F.

Art. 13. Artikel 37 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 37. De deeltijdse docenten genieten per wekelijks lesuur over het jaar, voor onderwijs dat voorkomt in het door de raad van bestuur bepaalde programma :

vanaf 1 januari 1990 een forfaitaire wedde op een basis van 156 052 F, met een minimum van 78 026 F en een maximum van 1 248 916 F.

vanaf 1 november 1990 een forfaitaire wedde op een basis van 159 173 F, met een minimum van 79 587 F en een maximum van 1 273 384 F.

vanaf 1 november 1991 een forfaitaire wedde op een basis van 160 765 F, met een minimum van 80 383 F en een maximum van 1 286 120 F.

vanaf 1 november 1992 een forfaitaire wedde op een basis van 165 588 F, met een minimum van 82 794 F en een maximum van 1 324 704 F.

vanaf 1 november 1993 een forfaitaire wedde op een basis van

168 900 F, met een minimum van 84 450 F en een maximum van 1 351 200 F.

De gedeelten van minder dan een kwartier per week tellen niet mee ».

Art. 14. Artikel 38 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 38. De voltijdse en de voltijdse geassocieerde hoogleraars genieten :

vanaf 1 januari 1990 : een aanvangswedde van 1 465 073 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 595 336 F, 1 725 599 F, 1 853 862 F, 1 986 125 F, 2 116 388 F en 2 248 651 F.

vanaf 1 november 1990 een aanvangswedde van 1 494 374 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 627 242 F, 1 760 110 F, 1 892 978 F, 2 025 846 F, 2 158 714 F en 2 291 582 F.

vanaf 1 november 1991 een aanvangswedde van 1 509 318 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 643 515 F, 1 777 712 F, 1 911 909 F, 2 046 106 F, 2 180 303 F en 2 314 500 F.

vanaf 1 november 1992 een aanvangswedde van 1 554 558 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 692 821 F, 1 831 049 F, 1 969 267 F, 2 107 490 F, 2 245 713 F en 2 383 936 F.

vanaf 1 november 1993 een aanvangswedde van 1 585 690 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 726 677 F, 1 867 664 F, 2 008 653 F, 2 143 638 F, 2 280 629 F en 2 431 612 F »

Art. 15. Artikel 39 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39. De deeltijdse hoogleraars genieten per wekelijks lesuur over het jaar, voor onderwijs dat voorkomt in het door de raad van bestuur bepaalde programma :

vanaf 1 januari 1990 een forfaitaire wedde, op een basis van 170 613 F, met een maximum van 1 365 440 F.

vanaf 1 november 1990 een forfaitaire wedde, op een basis van 174 084 F, met een maximum van 1 392 752 F.

vanaf 1 november 1991 een forfaitaire wedde, op een basis van 175 835 F, met een maximum van 1 406 680 F.

vanaf 1 november 1992 een forfaitaire wedde, op een basis van 181 110 F, met een maximum van 1 448 880 F.

vanaf 1 november 1993 een forfaitaire wedde, op een basis van 184 732 F, met een maximum van 1 477 856 F »

Art. 16. Artikel 39bis van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39bis. De gewone hoogleraars genieten :

vanaf 1 januari 1990 een aanvangswedde van 1 643 328 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 818 840 F, 1 984 352 F, 2 149 864 F, 2 315 376 F en 2 480 888 F.

vanaf 1 november 1990 een aanvangswedde van 1 676 193 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 859 217 F, 2 034 239 F, 2 209 261 F, 2 384 283 F en 2 559 305 F.

vanaf 1 november 1991 een aanvangswedde van 1 692 957 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 873 769 F, 2 054 581 F, 2 235 393 F, 2 416 205 F en 2 597 017 F.

vanaf 1 november 1992 een aanvangswedde van 1 743 746 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 929 982 F, 2 116 219 F, 2 302 454 F, 2 488 190 F en 2 674 126 F.

vanaf 1 november 1993 een aanvangswedde van 1 778 264 F, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 1 968 582 F, 2 158 543 F, 2 348 304 F, 2 538 465 F en 2 728 426 F ».

Art. 17. Artikel 39ter van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39ter. De buitengewone hoogleraars genieten per wekelijks lesuur over het jaar, voor onderwijs dat voorkomt in het door de raad van bestuur bepaalde programma, een forfaitaire wedde op een basis van 185 580 F vanaf 1 januari 1990, met een maximum van 1 484 640 F.

van 189 292 F vanaf 1 november 1990, met een maximum van 1 514 336 F.

van 192 185 F vanaf 1 november 1991, met een maximum van 1 529 480 F.

van 196 921 F vanaf 1 november 1992, met een maximum van 1 575 361 F.
 van 200 839 F vanaf 1 november 1993, met een maximum van 1 606 872 F.
 De gedeelten van minder dan een kwartier per wekelijks lesuur tellen niet mee. »

Art. 18. Artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1984, 2 augustus 1974, 21 juni 1985 en 4 januari 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 46. De volgende jaarlijkse toelagen worden toegekend :	
1. aan de rector	493 618 F.
2. aan de vice-rector	361 987 F.
3. aan de secretaris van de academische raad	82 269 F.
vanaf 1 november 1990 :	
1. aan de rector	503 490 F.
2. aan de vice-rector	369 227 F.
3. aan de secretaris van de academische raad	83 914 F.
vanaf 1 november 1991 :	
1. aan de rector	508 781 F.
2. aan de vice-rector	384 107 F.
3. aan de secretaris van de academische raad	87 296 F.
vanaf 1 november 1992 :	
1. aan de rector	523 781 F.
2. aan de vice-rector	384 107 F.
3. aan de secretaris van de academische raad	87 296 F.
vanaf 1 november 1993 :	
1. aan de rector	539 257 F.
2. aan de vice-rector	391 789 F.
3. aan de secretaris van de academische raad	89 046 F.

Artikel 44 is op die toelagen toepasselijk ».

Art. 19. Het derde lid van artikel 16 van de wet d.d. 28 april 1953 gewijzigd bij de wetten d.d. 9 april 1965 en 24 maart 1971 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt als volgt gewijzigd : « De vice-rector vervangt de rector bij verhindering. Op de voordracht van de rector kunnen hem bovendien bepaalde taken die onder de bevoegdheid van laatstgenoemde ressorteren, worden toegewezen door de raad van bestuur ».

Art. 20. Het vijfde lid van artikel 51bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet d.d. 24 maart 1971 en gewijzigd bij de wet d.d. 1 augustus 1988, wordt als volgt gewijzigd : « De administrateur wordt door de raad van bestuur gekozen; zijn verkiezing wordt door de Regering bekrachtigd. Het mandaat van de administrateur duurt vier jaar. Het mandaat van de op 1 oktober 1993 fungerende administrateur wordt echter tot 30 september 1997 verlengd. Wanneer de administrateur in de onmogelijkheid verkeert, zijn ambt uit te oefenen, wordt volgens dezelfde procedure een opvolger benoemd om het mandaat te beëindigen ».

Art. 21. Bijlage I van het organiek decreet van 21 december tot oprichting van budgettaire fondsen moet als volgt worden aangevuld :

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

9. Benaming van het Fonds.

Fonds bestemd voor de uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het « Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires » (B) (Gemeenschapswaarborgsfonds voor Schoolgebouwen).

Aard van de aangewende ontvangsten.

Gelden gestort door het Gemeenschapswaarborgsfonds voor Schoolgebouwen.

Doel van de toegelaten uitgaven.

Uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het Gemeenschapswaarborgsfonds voor Schoolgebouwen.

Art. 22. Het organiek decreet d.d. 21 december 1992 tot oprichting van budgettaire fondsen moet als volgt gewijzigd worden :

Bijlage I — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

In punt 5 wordt index C door index B vervangen.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1994, met uitzondering van artikel 9, dat uitwerking heeft met ingang van 2 december 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, van de Audiovisuele Sector en van Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS